

Vendredi, 5 juin 2020

Les stratégies « De la ferme à la fourchette » et « Biodiversité » : la FUGEA appelle l'Europe à se donner les moyens de ses ambitions

Le 20 mai dernier, la Commission européenne a présenté ses stratégies « De la ferme à la fourchette » et « Biodiversité ». Pour la FUGEA ces stratégies vont dans la bonne direction mais nécessitent la mise en œuvre d'une ligne de conduite cohérente et des moyens conséquents, afin d'assurer la pérennité d'une activité agricole durable et rémunératrice. Par ailleurs, la FUGEA tient à rappeler que la responsabilité et les efforts liés à une transition du système alimentaire doivent être partagés entre les différents acteurs des chaînes d'approvisionnement. Enfin, soulignons que le Green Deal et ses stratégies n'auront d'impacts qu'au prix d'une vision et de politiques européennes globalement cohérentes, notamment en termes de politiques commerciales.

La Commission européenne a présenté le mercredi 20 mai ses stratégies « De la ferme à la fourchette » (F2F) et « Biodiversité ». Ces plans s'intègrent dans le Green Deal qui doit permettre à l'Europe de faire la transition vers une économie durable et ainsi devenir le premier continent du monde climatiquement neutre d'ici 2050. Le secteur agricole est directement concerné par les objectifs affichés de ces stratégies (en particulier par la stratégie F2F) fixés pour 2030 : atteindre 25% de terres agricoles sous label bio, réduire de 50% l'utilisation des produits phytosanitaires, dédier 10% des terres agricoles à la biodiversité, etc.

La FUGEA se bat depuis de nombreuses années pour un autre système alimentaire. **Sur le terrain, nos agriculteurs font évoluer leurs pratiques afin de concilier production et durabilité.** La transition est en cours et la crise du Covid-19 a rappelé qu'elle était nécessaire¹. Pour être amplifiée, elle doit être encadrée par des politiques fortes et ambitieuses. **En amorçant un changement de cap important, la stratégie « De la ferme à la fourchette » va dans la bonne direction.**

Cependant, si la destination est connue, le chemin qu'empruntera l'Europe pour atteindre ces objectifs chiffrés reste encore très flou. La trajectoire empruntée ainsi que le modèle agricole défendu ont pourtant toute leur importance. Pour la FUGEA, atteindre 25% de terres agricoles sous label bio n'a de sens qu'avec la garantie d'un revenu digne pour les paysannes et les paysans. Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires n'est compréhensible qu'avec une interdiction des importations de produits agricoles ne respectant pas les mêmes normes environnementales. **Ainsi, nous n'attendons pas de l'Europe un « simple » panel de recommandations mais bien une ligne de conduite cohérente assurant une trajectoire durable et résiliente pour nos exploitations agricoles.**

Outre une trajectoire cohérente, la transition ambitieuse annoncée dans ces stratégies nécessitera des moyens importants. Jusqu'à présent, aucune enveloppe propre n'a été annoncée par la Commission. À demi-mot, il est dit que le budget de la PAC sera mobilisé pour atteindre les objectifs des stratégies. Pourtant le mercredi 27 mai, une semaine après la présentation de ces dernières, la Commission a annoncé... une diminution d'environ 10% (en euros constants et à 27 États membres)

¹ <https://fugea.be/reconsiderer-notre-systeme-alimentaire/>



Vendredi, 5 juin 2020

du budget de la future PAC ! **En d'autres termes, les agriculteurs et les agricultrices devront faire plus avec moins.** Pour la FUGEA, l'Europe doit se donner les moyens de ses ambitions et ne peut se permettre de faire des économies sur le dos d'un monde agricole déjà exsangue, chargé de surcroît d'adapter ses pratiques. Tant que les prix ne suivront pas, notre syndicat attend de la PAC post 2020 une rémunération juste pour les efforts environnementaux fournis par les exploitations dans le cadre du Green Deal.

Par ailleurs, les objectifs des stratégies F2F et Biodiversité ne peuvent être portés uniquement par les agricultrices et les agriculteurs. **La responsabilité et les efforts liés à une transition du système alimentaire doivent être partagés entre les différents acteurs des chaînes d'approvisionnement.** La garantie de débouchés rémunérateurs est, par exemple, un prérequis au passage en bio (et il n'est pas atteint dans des filières comme la viande bovine). Des prix justes couvrant les coûts de productions sont indispensables pour permettre aux agriculteurs de réaliser plus d'efforts environnementaux.

Nous tenons également à rappeler que les agricultrices et les agriculteurs constituent le maillon le plus fragile des filières traditionnelles. La stratégie F2F souligne à ce titre la nécessité de renforcer leur position dans la chaîne alimentaire. Nous allons plus loin en affirmant qu'il s'agit d'un préalable à une transition des pratiques agricoles. **En effet, la garantie d'une durabilité économique sur le long terme est indispensable pour que nos exploitations entament des changements systémiques.**

Pour être réaliste, la dynamique du Green Deal devra aussi être accompagnée par des actes politiques forts en termes de commerce international. Une profonde révision de l'allocation des budgets de la PAC est également nécessaire.

Pour conclure, notre syndicat rappelle une fois de plus le besoin de cohérence au sein des politiques européennes. Cohérence entre le niveau d'ambition et les budgets, cohérence entre les législations et les réalités de terrain, cohérence entre la transition demandée à notre agriculture et les politiques commerciales (accords de libre-échange).

Or, force est de constater qu'on en est encore loin. L'Europe, en décidant de diminuer de 10% le budget de la PAC, met sous pression les revenus en baisse continue des agricultrices et des agriculteurs. La FUGEA continuera à dénoncer cette situation inacceptable et à soutenir les politiques défendant une transition vers une agriculture durable et rémunératrice. Afin que les objectifs des stratégies « De la ferme à la fourchette » et « Biodiversité » deviennent de véritables opportunités pour nos agriculteurs.

Contact

- Philippe Duvivier – *Président* : 0491 56 33 86
- Hugues Falys – *Porte-parole* : 0497 61 64 14

